

## Évolutions monétaires – France • Avril 2019

### Les dépôts à vue continuent de croître à un rythme soutenu

La croissance des dépôts à vue atteint + 9,8 % en avril, après + 11,1 % en mars et + 9,5 % en février. Les dépôts à terme repartent à la hausse (+ 2,3 % après - 3,6 %) et le dynamisme des comptes sur livret se confirme (+ 4,6 % après + 4,7 %), ce qui entraîne une accélération des ressources résidentes incluses dans M2-M1 (+ 4,3 % après + 3,4 %). En revanche le repli des ressources résidentes incluses dans M3-M2 s'accroît (- 3,6 % après - 2,8 %) en raison du recul des titres d'OPC monétaires (- 2,9 % après - 1,9 %) et de la nouvelle baisse des pensions (- 19,1 % après - 13,9 %).

Après prise en compte des engagements et créances monétaires vis-à-vis du reste de la zone euro, le rythme de croissance de la composante française de l'agrégat M3 est stable (+ 5,7 % après + 5,6 % en mars).

#### France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

	Encours (en Mds €) (a)	Taux de croissance annuel (en %) (a)		
		avr-19	févr-19	mars-19
Dépôts à vue	1 064	9,5	11,1	9,8
<b>= Ressources résidentes incluses dans M1</b>	<b>1 064</b>	<b>9,5</b>	<b>11,1</b>	<b>9,8</b>
<i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i>		9,0	9,9	10,1
Dépôts à terme ≤ 2 ans	119	-3,5	-3,6	2,3
+ Comptes sur livret	690	4,6	4,7	4,6
<b>= Ressources résidentes incluses dans M2-M1</b>	<b>809</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>4,3</b>
<i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i>		3,4	3,5	3,7
Titres d'OPC monétaires	274	-0,4	-1,9	-2,9
+ Pensions	21	-11,5	-13,9	-19,1
+ Titres de créance ≤ 2 ans	61	1,4	-1,8	-0,6
<b>= Ressources résidentes incluses dans M3-M2</b>	<b>356</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,8</b>	<b>- 3,6</b>
<i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i>		- 2,2	- 2,0	- 2,4
<b>Total des ressources résidentes incluses dans M3</b>	<b>2 228</b>	<b>5,4</b>	<b>5,8</b>	<b>5,4</b>
<i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i>		5,0	5,4	5,6
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	237	0,9	0,3	6,0
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	52	-26,1	-8,4	-3,2
<b>= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro</b>	<b>2 413</b>	<b>5,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,7</b>
<i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i>		4,8	5,3	5,7

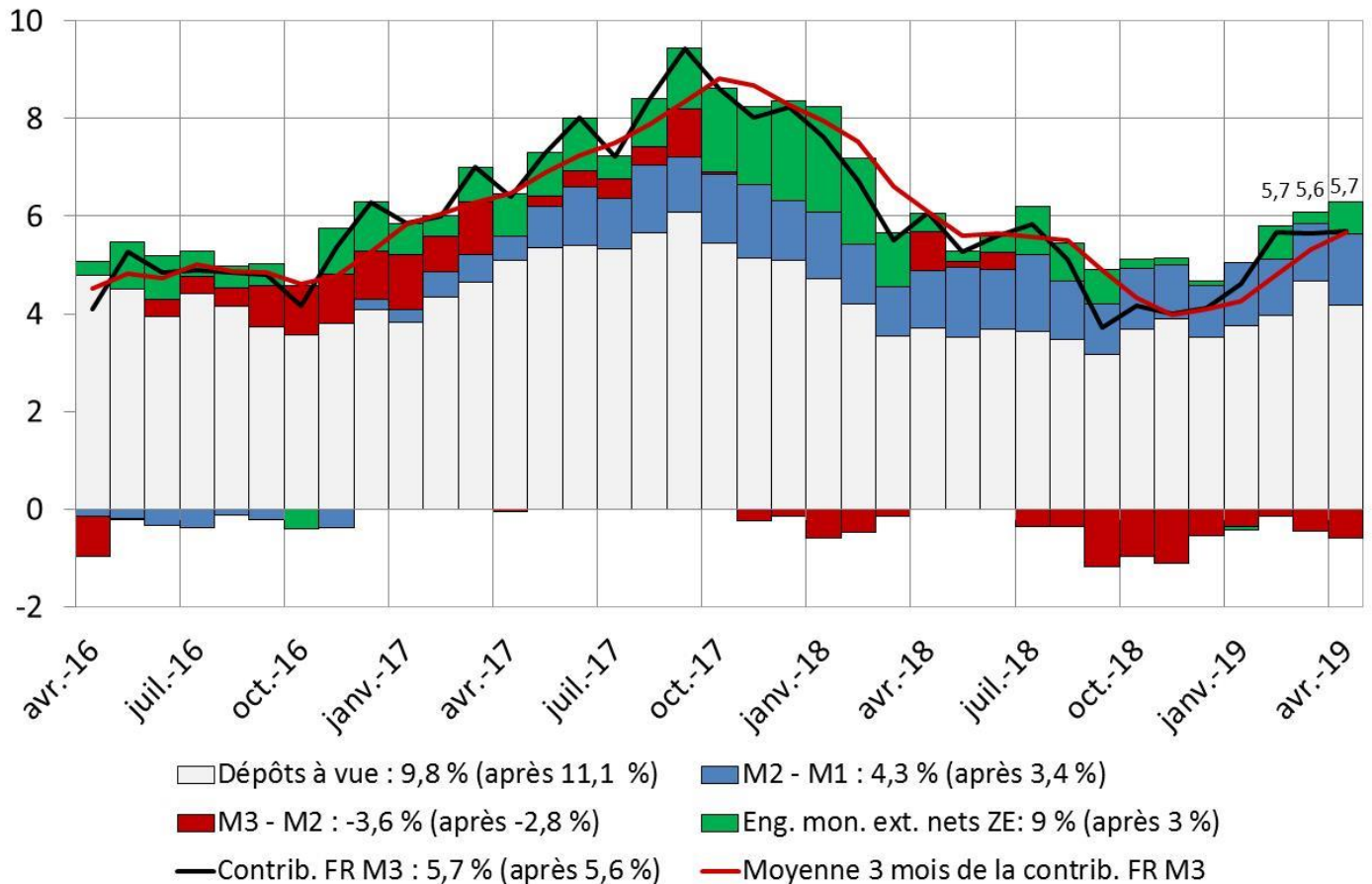
(a) Données cvs

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



## Contributions à la croissance de la composante française de M3

(Taux de croissance annuel en %)



## Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

